

Direction du Personnel
et des Services Communs
Bureau de l'Environnement

PREFECTURE DES YVELINES

Section
Réglementation Economique

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
EX Etablissements dangereux, insalubres
ou incommodes

ETABLISSEMENTS CLASSES

77-762

EC 6965.

1^{re} ET 2^e CLASSES

COMMUNE de

TRAPPES

2^e CLASSE

Demande de
la Société

PIPELINE

SERVICE

AUTORISATION

Le Préfet des Yvelines, **Commandeur** de la Légion d'Honneur,

Vu la demande **RECEVUE**

par laquelle **la Société PIPELINE SERVICE, 27, 30 rue des Frères Lumière**
à TRAPPES

sollicite l'autorisation d'exploiter sur le territoire de la commune de **TRAPPES**, à cette

adresse :
un **dépôt avec utilisation de substances radioactives, en sources**
scellées sous forme spéciale
activité soumise à autorisation (n° 385 quater - 4° - b - 1)

Vu les plans annexés à cette demande ;

Vu l'arrêté en date du **2 mars 1977** ordonnant l'ouverture d'une
enquête de commodo et incommode, ensemble le certificat de publication et d'affichage dans la
commune de **TRAPPES**,

Vu le registre de l'enquête ouverte dans la commune de **TRAPPES**
du **23 mars** au **21 avril 1977**,

Vu l'avis du Commissaire enquêteur et celui du Conseil municipal ;

Vu l'avis de l'Inspection des Etablissements classés ;

Vu l'avis du Service d'Inspection du Travail ;

Vu l'avis du Directeur départemental de l'Equipeement en date du **24 Décembre 1976**,

~~Vu l'avis du Service chargé de la Police des Eaux ;~~

Vu l'avis du Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale ;

~~Vu l'avis de l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie~~
~~et de Secours,~~

Vu les conclusions du Conseil départemental d'Hygiène notifiées au pétitionnaire le **2 juin 1977**,

VU les arrêtés de sursis à statuer en date des 27 juillet et
24 Octobre 1977,

Le présent arrêté ne
dispense pas son béné-
ficiaire de toutes autres
formalités à accomplir
vis-à-vis d'organismes
ou services, notam-
ment de la Direction
Départementale
d'Equipeement.

VU la loi du 19 juillet 1976 sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Vu la loi du 19 décembre 1947 modifiée, notamment par le décret du 1^{er} avril 1964, les décrets subséquents, ainsi que les instructions ministérielles relatives à leur exécution ;

Vu le décret-loi du 1^{er} avril 1939 instaurant une procédure d'urgence pour l'instruction des demandes de construction de dépôts d'hydrocarbures et la circulaire ministérielle du 22 janvier 1952 ;

~~XXX~~ **VU le décret du 21 septembre 1977 et notamment son article 43,**

Vu le Code de la Santé publique ;

Vu le Code Rural ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1906 sur la police des cours d'eau ;

Vu l'instruction ministérielle du 6 juin 1953, complétée par celle du 10 septembre 1957 ;

Considérant **que les conditions qui seront imposées sont de nature à éviter les nuisances pour le voisinage et l'environnement,**

VU l'autorisation délivrée le 21 mai 1976 par la Commission Intermministérielle des Radiodébits Artificiels pour la détention et l'utilisation de radiodébits en sources scellées, valable jusqu'au 1 juin 1981,

Sur la proposition de M. le Sous-Préfet chargé de Mission, ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~ Secrétaire Général,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — ~~M. la Société PIPELINE SERVICE~~

est autorisé, sous réserve des droits des tiers, à exploiter sur le territoire de la commune d. ~~TRAPPES~~, au point indiqué sur le plan parcellaire ci-annexé, un **dépôt avec utilisation de substances radioactives, en sources scellées sous forme spéciales activité soumise à autorisation (n° 383 quater - 4° - B - 1)**

ART. 2. — Cette autorisation est accordée sous les conditions suivantes :

I - CONDITIONS GENERALES

1°) L'établissement sera installé conformément au plan annexé à la demande d'autorisation. Tout agrandissement ou transformation sont formellement interdits sans nouvelle autorisation préfectorale.

2°) Les installations électriques de l'ensemble de l'établissement seront établies conformément aux normes en vigueur, de façon à éviter tout court-circuit.

Elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition du service d'inspection des Installations Classées.

Indépendamment des prescriptions particulières concernant les r/ d'incendie, l'ensemble de l'établissement sera pourvu à ce titre de moyens appropriés. Les consignes d'incendie seront affichées bureaux et ateliers.

Elles comporteront les numéros d'appel du centre de secours le plus proche.

II - CONDITIONS PARTICULIERES

A - Dépôt et utilisation de matières radioactives

- 1°) Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans les conditions normales d'emploi.
- 2°) Au cours de l'emploi des rayonnements, les sources seront placées à une distance des murs limitant un lieu occupé par un tiers ou un lieu public, tel que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 0,5 rem/an compte tenu d'un facteur d'occupation théorique de 1 pour les habitations, de 1/3 pour les lieux d'occupation temporaire, de 1/10 pour la voie publique.
- 3°) En dehors des heures d'emploi, les sources scellées seront stockées dans des logements tels que leur protection contre l'incendie soit convenablement assurée.
- 4°) Les portes de l'atelier s'ouvriront vers l'extérieur et devront fermer à clef. La clef sera détenue par un technicien responsable et un double de cette clef sera déposé dans un coffret vitré, facilement accessible.
- 5°) Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité seront placés de façon apparente dans les lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'art.21 du décret 66-450 du 20 juin 1966, la signalisation sera celle de cette zone.
- 6°) Les consignes générales et particulières de sécurité devront être affichées dans les lieux de travail et de stockage. De plus, un exemplaire en sera remis à chaque agent, après émargement d'un registre.
- 7°) Un contrôle des débits d'équivalent de dose devra être périodiquement effectué autour de l'établissement, la ou les sources étant en position d'emploi. Les résultats de ces contrôles seront consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition des personnes chargées de la surveillance des installations classées.
- 8°) Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les vingt-quatre heures à la préfecture, ainsi qu'au service central de protection contre les rayonnements ionisants BP n° 35 Le Vésinet 78.
- 9°) En cas d'incident : irradiation ou contamination, trois organismes sont à prévenir :
 - La Préfecture de VERSAILLES ;
 - Le S.C.P.R.I. (Service Central de Protection contre les rayonnements ionisants).
 - Le C.E.A. Service A.P.S.N. (Assistance pour la Sécurité Nucléaire).

10°) Le local nommé "cellule de gammagraphie" devra faire l'objet d'une expertise par un organisme agréé, afin de vérifier la conformité de celui-ci, vis-à-vis du projet présenté. Les conclusions devront faire état notamment de la mesure du débit de dose sur la porte métallique.

Une copie du rapport d'expertise sera adressée au Service d'Inspection des Installations Classées.

B - Lutte contre l'incendie

Il y aura lieu de respecter les mesures contre l'incendie suivantes :

- 1°) rendre les cloisons, parois, planchers des locaux de stockage des sources, coupe-feu de degré 2 heures ;
- 2°) interdire de façon permanente, tout stockage, entreposage de matières combustibles à proximité de ces locaux ;
- 3°) réaliser l'implantation des dépôts, de telle manière qu'ils ne commandent ni un escalier, ni un dégagement quelconque. L'accès en sera aisé de manière à permettre, en cas de nécessité, une évacuation rapide des sources ;
- 4°) disposer à proximité immédiate de l'accès à ces locaux des extincteurs à anhydride carbonique de capacité appropriée aux risques à défendre ;
- 5°) répartir, dans l'ensemble des locaux, des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre ;
- 6°) informer les services d'incendie appelés à intervenir en cas de sinistre, du plan des lieux, des moyens et voies d'évacuation des sources ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives pressenties dans l'établissement.

La Société devra informer le Préfet de la réalisation des installations pour permettre une visite de l'inspection des installations classées afin de vérifier l'exécution des conditions imposées.

En particulier, les locaux du rez-de-chaussée de l'établissement devront être conformes aux dispositions de l'article R. 232-2, alinéas 1 et 2 du Code du Travail concernant l'aération des locaux de travail ainsi conçu : "les locaux fermés affectés au travail doivent être aérés. Ils sont munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors"

Nothing is to be taken as an
intentional misstatement of

10/1/80 1/13/80 A. Bogie

SECRET
NO FOREIGN DISSEM
NO UNCLASSIFIED DISSEM

ART. 3. — Le pétitionnaire devra également se conformer aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et imposées par les articles 66, 66 a, 66 b du Livre II du Code du Travail et aux règlements d'administration publique pris en application de l'article 67 du même Livre, notamment les décrets des 10 juillet 1913 (mesures générales de protection et de salubrité), 13 août 1913 (couchage du personnel) et 14 novembre 1962 (protection des travailleurs contre les dangers des courants électriques).

Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront donnés par M. l'Inspecteur du Travail pour l'application de ces règlements.

ART. 4. — Le pétitionnaire devra, en outre, se conformer à toutes les prescriptions que l'Administration jugera utile de lui imposer ultérieurement, soit dans l'intérêt de la sécurité, de la commodité ou de la salubrité du voisinage, soit pour la santé publique, soit pour l'agriculture.

ART. 5. — Le pétitionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation qui devra être affiché dans l'établissement et être présenté à toute réquisition des délégués de l'Administration préfectorale.

ART. 6. — La présente autorisation sera considérée comme nulle et non avenue si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai de deux ans à partir de la notification du présent arrêté. Semblable déchéance sera encourue s'il y a cessation d'exploitation pendant deux ans. En outre, en cas d'inobservation des conditions et réserves essentielles imposées par le présent arrêté, l'exploitant encourra les pénalités prévues au titre V de la loi du 19 décembre 1917. ~~EXPIRANT~~ **Juillet 1976**

ART. 7. — Si l'établissement vient à être cédé, le nouvel exploitant ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration à la Préfecture, dans le mois qui suit sa prise de possession, en indiquant ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une Société, la raison sociale ou sa dénomination doit être mentionnée dans la déclaration, ainsi que son siège social et la qualité du signataire.

ART. 8. — Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

M. le Maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette double formalité et le fera parvenir à la Préfecture qui en dressera procès-verbal, conformément aux dispositions contenues dans le décret du 1^{er} avril 1964.

ART. 9. — M. le ~~Secrétaire Général,~~
~~M. le Sous-Préfet de~~
M. le Maire d.
M. le Directeur départemental des Services de Police et MM. les Inspecteurs et les Contrôleurs des Etablissements classés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sur papier timbré sera adressée, pour être remise au pétitionnaire, au Maire qui en accusera réception à la Préfecture.

Fait à Versailles, en l'Hôtel de la Préfecture, le **21 DEC. 1977**

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Signé : A. GRELLETY BOSVIEL

Pour Copie Conforme
Pour le Préfet et par Délégation
l'Attaché de Préfecture



Yvonne CRÉTEN
Yvonne CRÉTEN